

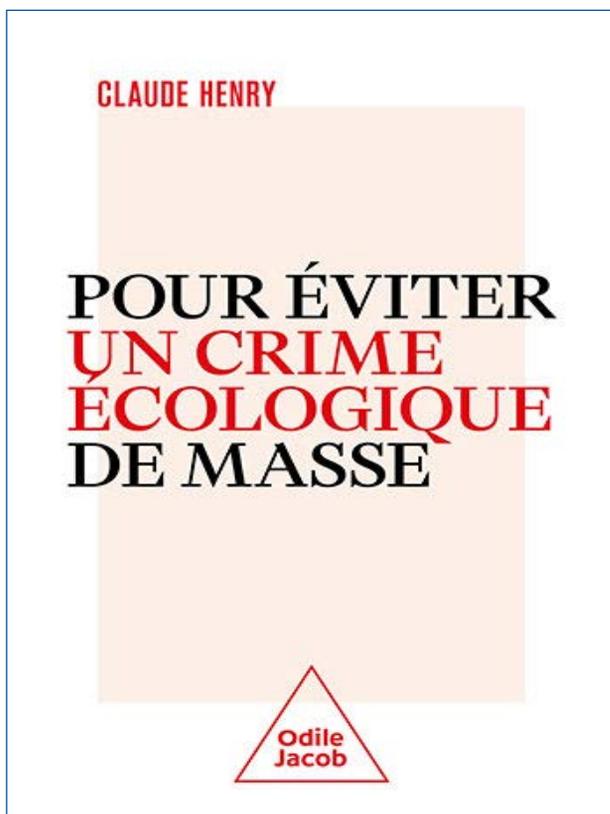
Mosaïque

Transition ou révolution écologique, qu'en aurait dit Tocqueville ?

À propos de l'ouvrage de Claude HENRY, *Pour éviter un crime écologique de masse*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2023, 240 p.

Par Michel BERRY

Ingénieur général des Mines,
directeur de recherche au CNRS



Claude Henry, physicien puis chercheur et professeur en économie à l'École polytechnique avant d'investir dans l'écologie comme professeur à Sciences Po et à Columbia University, a été le principal architecte de l'édition en 2020 d'un ouvrage collectif monumental, *Standing Up for a Sustainable World, Voices of Change*⁽¹⁾. À la demande de ses petits-enfants, qui « aimeraient bien le lire en français », et pour ceux de leur génération qui seront les plus concernés, il en publie une version condensée chez Odile Jacob. J'en recommande vivement la lecture, même si j'ai une divergence que vais expliquer.

⁽¹⁾ HENRY C., ROCKSTRÖM J. & STERN N. (coord.) (2020), *Standing Up for a Sustainable World, Voices of Change*, Edward Elgar Publishing.

L'heure est grave, mais la situation n'est peut-être pas désespérée

Il pose un sombre pronostic. L'eau douce se raréfie dangereusement. L'agriculture industrielle inflige des dommages dévastateurs. La biodiversité est gravement menacée. La combustion des réserves fossiles disponibles dépasserait de 7 fois la quantité d'émission de CO₂ au-delà de laquelle la température de la Terre augmenterait de 1,5°, ce qui peut entraîner une cascade d'effets dominos impossibles à contrôler.

Les dirigeants des entreprises exploitant des ressources fossiles programment pourtant des extractions si massives qu'elles planifient la fin d'un monde. Les dirigeants politiques semblent schizophrènes, étant à la fois conscients des menaces à terme tout en entretenant le feu pour favoriser la vie économique et la croissance.

L'heure est grave, mais la situation n'est peut-être pas désespérée. Claude Henry fait pour cela référence à Tocqueville. Le livre III de *L'Ancien régime et la Révolution* évoque en effet le fourmillement de visions nouvelles et d'initiatives hardies au cours des décennies 1770 et 1780, qui ont convergé vers le renversement d'un ordre millénaire étouffant.

Des initiatives et des visions nouvelles foisonnent de même partout dans le monde actuel. Convergeront-elles à temps pour s'imposer face à un ordre ancien, plus ancré et puissant que celui de 1789 ? Telle est la question qu'il se donne pour but d'instruire.

État des lieux

Il se lance d'abord dans un inventaire. Dans le chapitre 2, il examine le sort de ressources qui ont une importance dont nous n'avons pas conscience. Allons-nous mettre à sec ces châteaux d'eau que constituent les glaciers ? Transformer en émetteurs ces pompes à CO₂ que sont les forêts ? Déclencher la vengeance des océans ? Congédier ces serviteurs zélés que sont les insectes ? Désarticuler des interactions naturelles ? Ce chapitre est passionnant. Et inquiétant.

Le chapitre 3 est noir. L'accès aux ressources fossiles pousse à la corruption de régimes autoritaires. Les entreprises américaines ont fait obstruction à une loi votée en 2010 les obligeant à déclarer les transferts financiers au bénéfice de ressortissants étrangers, et ont été soulagées quand Trump l'a sabordée. Les méthodes de désinformation utilisées avec succès par l'industrie du tabac sont mobilisées pour mettre en cause les thèses des climatologues. Les entreprises exploitant les ressources fossiles semblent prises dans le jeu qu'avait mentionné le PDG de City Group à propos des *subprimes* : « Aussi longtemps que la musique joue, vous ne pouvez manquer de vous lever et de danser ».

On sort presque *groggy* de ce chapitre, mais voici que s'en ouvre un autre qui redonne le moral. Il propose un kit des innovations techniques ou sociales permettant de réagir. Ce chapitre passionnant rappelle la magie du film *Demain*, tout en parcourant un champ plus vaste. Il

va en effet des sujets les plus techniques – comme les surcapaciteurs que l'on peut charger en moins d'une minute, utilisent moins de terres rares qu'une batterie et ne risquent pas d'exploser – aux pratiques sociales les plus originales, comme celle des Hollandais pour travailler avec la nature en impliquant la société. La crainte du désastre suscite un grand nombre d'innovations techniques et la levée d'une multitude d'entrepreneurs dans le monde. Mais comment changer suffisamment vite d'échelle ? C'est la question centrale des deux chapitres suivants.

Convaincre, plaider et faire la révolution

Pour Claude Henry, le négationnisme climatique et environnemental exerce une si grande influence qu'il ne suffit plus d'expliquer en bons scientifiques, mais il faut « prendre la science comme un sport de contact ». Il montre dans le chapitre 5 comment plusieurs scientifiques de renom se sont convertis en maîtres de la communication. Il faut aussi jouer les effets de groupe, comme l'ont si bien compris les négationnistes. Des jeunes comme la médiatique Greta Thunberg ont ainsi lancé des mouvements qui vont avoir une influence telle que les entreprises seront forcées d'évoluer.

Une autre voie est le recours à la justice. Au Pakistan, une écolière semble avoir obtenu gain de cause avec une pétition auprès de la Cour suprême pour stopper le développement de l'extraction du charbon de 5 à 60 millions de tonnes par an. En Colombie, en Amazonie, en Pologne, en Norvège, au Portugal, en Nouvelle Zélande, des collectifs saisissent la justice contre la passivité des gouvernements ou des entreprises.

Bref, ça bouillonne, ça bataille partout et le moment est venu de faire la révolution. Nous n'avons d'ailleurs plus le temps de faire autrement selon Claude Henry.

Le chapitre 6 propose une mesure radicale. Prononcer la faillite des entreprises productrices d'énergie fossile. D'ailleurs si l'on avait intégré les coûts des effets externes qu'elles génèrent, elles seraient en faillite depuis longtemps. Il faut écarter et déposséder leurs dirigeants et propriétaires, et les remplacer par des mandataires placés sous le contrôle d'une Cour de justice spécialisée. Un traité de non-prolifération des combustibles fossiles devrait être signé et ceux qui le violeraient traduits devant un tribunal pénal international.

Il propose différentes autres mesures. Orienter les consommateurs vers des choix compatibles avec la conservation d'une planète habitable en combinant taxation et politique des revenus, comme a su le faire la Suède avec la taxe carbone. Pousser les marchés financiers et les banques à aller beaucoup plus vite dans la prise en compte des risques climatiques dans leurs choix d'investissements. Développer l'esprit et les méthodes de l'agroécologie. Soutenir massivement les pays pauvres, beaucoup plus touchés par les dérives dont les pays riches sont les principaux fauteurs.

On pourrait aussi tirer parti d'une initiative originale : les Mahoris ont obtenu en 2017 l'attribution à la rivière Whanganui d'une personnalité juridique lui permettant d'attaquer en justice les projets susceptibles de lui causer des dommages. Cela n'a pas empêché que des transformations lui soient imposées : autorisation du pompage en amont d'une eau de qualité exceptionnelle pour alimenter une centrale hydroélectrique ; développement d'une agriculture industrielle en aval, qui pollue la rivière. Mais sa personnalité juridique a permis de plaider pour obtenir une réduction du débit détourné, et pousser à une conversion progressive des pratiques agricoles. Donner une personnalité juridique à des composantes de la nature menacée peut être un moyen de les défendre. Voilà qui pourrait être bienvenu pour la forêt amazonienne.

Dans un dernier chapitre, il traite de ruptures technologiques qui pourraient desserrer l'étreinte du temps : la géo-ingénierie, l'extraction du carbone de l'air, la captation et le stockage du CO₂.

Il reconnaît en conclusion que certaines de ces mesures sont irréalistes, à moins que les manifestations de haine des filles et des fils vis-à-vis des pères n'emportent tout, comme en 1789...

Le moment de la révolution n'est pas venu

J'avais annoncé une divergence, la voici. Je ne crois pas que la mise en faillite des entreprises du fossile soit possible, ni même pertinente. Nous sommes encore trop dépendants des combustibles fossiles, et à vouloir fermer ces entreprises ou en dérégler le fonctionnement, on risque des révoltes qui pourraient balayer les projets des défenseurs du climat. On a vu, avec la guerre en Ukraine, la panique provoquée par l'augmentation des prix du gaz et du pétrole. La révolte des Gilets jaunes ne serait alors qu'une douce alerte.

Mais pourquoi cela n'a-t-il pas été le cas en 1789 ? Pour y voir plus clair, j'ai relu Tocqueville. Il évoque effectivement la multiplication des initiatives dans les décennies 1770 et 1780, diffusées dans tout le corps social, qui ont rendu le peuple plus prospère et surtout moins dépendant des gardiens de l'ancien régime. En particulier, les aristocrates n'avaient plus aucun pouvoir. Pire, ils n'avaient plus que des privilèges, fiscaux notamment, qui devenaient odieux au reste de la société. En outre, les politiques et les écrivains étaient coupés des réalités des affaires, contrairement à l'Angleterre, de sorte qu'ils ont cédé au charme de modèles abstraits et en ont donné le goût au peuple. Les tenants de l'ancien régime ont ainsi été balayés.

Pour la transition écologique, le peuple n'est pas encore prêt à renoncer aux avantages que lui procurent dans sa vie quotidienne les tenants de l'ordre ancien. Cela veut-il dire que la transformation est impossible ? Non, mais il me semble qu'il faut la penser autrement.

Pas seulement en encourageant les initiatives qui germent partout, mais aussi en s'appuyant sur les entreprises qui s'engagent dans la transformation.

Car elles sont de plus en plus nombreuses, même parmi celles issues de l'exploitation des ressources fossiles, comme le montrent des dizaines de séances de l'École de Paris du management depuis cinq ans. Les financiers redoutent d'avoir à terme des actifs « échoués », et se détournent des activités carbonées. Les entreprises soucieuses d'attirer de jeunes talents doivent répondre à leurs attentes. Les nouvelles formes d'énergie permettent maintenant de développer des modèles d'affaires rentables, ce qui offre des perspectives crédibles pour les dirigeants.

Pourtant, les entreprises, surtout les grandes, sont incomprises. Par exemple, lors d'une audition du PDG de TotalEnergies à l'Assemblée nationale, les députés semblaient avoir du mal à admettre que l'entreprise était devenue une des *majors* des énergies renouvelables. Que si elle les développe deux fois moins vite en France que par rapport à ses propres objectifs, ce n'est pas par manque de capitaux ou par souci de verser de gros dividendes, mais parce qu'elle bute sur un vrai problème : l'accès aux territoires, tant les oppositions sont fortes et les procédures d'autorisation longues et complexes pour installer éoliennes à terre ou en mer, ou centrales solaires.

Néanmoins, si les objectifs français en matière de développement des énergies renouvelables sont impossibles à atteindre du fait des oppositions des populations, autant en prendre conscience rapidement. Si en revanche, on trouve des accommodements pour les faire accepter socialement, on gagnera à tirer parti des capitaux des grandes entreprises (l'État n'a pas les moyens d'investir seul) et de leur capacité à mener des projets complexes.

Pour accélérer la transition, on gagnera alors à dépasser le stade des invectives pour appuyer de façon clairvoyante les entreprises qui se convertissent vraiment, quitte à sanctionner les autres. En multipliant ainsi les conversions, la transformation évoluerait de façon exponentielle face à des menaces qui évoluent aussi de façon exponentielle. Il restera aussi à élaborer des modèles d'organisation de la société réalistes pour accompagner ce mouvement, et rencontrant un assentiment suffisant des populations.

Quand le mouvement aura pris une ampleur suffisante, nous serons moins dépendants des entreprises du fossile, et leurs profits paraîtront d'autant plus scandaleux qu'elles n'apporteront plus grand-chose. Une révolution, douce ou non, pourrait alors advenir.